

COMPORTEMENT DES EMPLOYES DE L'ETAT DE LA VILLE DE MBANDAKA EN MATIERE D'EPARGNE FACE AUX BANQUES

par

Patrick NTOLA ELEMBE

*Assistant, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion,
Université de Mbandaka*

Résumé

Cette étude analyse le comportement des agents de l'Etat de Mbandaka en matière de l'épargne à la banque. Grâce aux données recueillies du terrain, nous avons été en mesure de répondre, de façon responsable et vérifiée, aux interrogations de départ, c'est-à-dire ce sont les épargne de précaution et de préférence à cause de la thésaurisation qui caractérisent le comportement des employés de l'Etat de Mbandaka en cette matière. Ce qui justifie de façon prouvée, la relation entre les banques et les ménages, car ici, ce sont les opérations de dépôt et de retrait qui sont privilégiées lorsqu'on sait que pour toute banque, ce qui est recherché, c'est le renflouement de ses caisses grâce aux dépôts qui sont opérés par ses clients qui sont en majorité de la population à faible revenu.

Abstract

This study analyses the behavior of agents of the state of Mbandaka in terms of savings at the bank, thanks to the data collected from the field, we were able to respond in responsible and verified way to the initial questions, that is to say it is the precautionary savings and preferably because of the hoarding that characterize the behavior of the employees of the state of Mbandaka in this matter. Which justifies in a proven way, the relationship between banks and households, because here, it is the deposit and withdrawal operations that are privileged when we know that for any bank, what is sought is the bailout of its coffers thanks to deposits that are operated by customers, the majority of whom are from the low-income population.

INTRODUCTION

Face à l'inexistence d'un marché boursier qui soit à la portée de tout le monde et dans l'éventualité pour un ménage de vouloir prêter son argent à une entreprise, celui-ci ne le fera pas de manière directe mais plutôt de façon indirecte par l'entremise d'un intermédiaire financier, c'est-à-dire via une institution qui prête des fonds aux personnes épargnantes et qui prête aussi à tous ceux qui en ont besoins. Voilà pourquoi, nous continuons à soutenir que dans l'appréhension des faits économiques marquants, il nous faut voir qu'ils sont, pour une large part, dus aux phénomènes d'ordre mental⁶¹. Pour réaliser pleinement ses préférences psychologiques relatives au temps, un ménage a deux sortes de décisions à prendre. La première consiste dans le partage consommation-épargne, c'est-à-dire qu'il doit décider sur la partie de son revenu qu'il consomme et celle qu'il consacre à l'épargne. Une fois cette décision est prise, une autre décision, la seconde cette fois lui reste à prendre. Il doit choisir la forme sous laquelle il concevra son droit à la consommation future.

En l'absence de l'incertitude et des transferts intergénérationnels, l'épargne reste l'unique vecteur du transfert du pouvoir d'achat d'une période à l'autre, pour adapter le profil inter temporel des ressources à celui de la consommation désirée⁶². De là, il devient clair qu'en encourageant les ménages à épargner, l'épargne ainsi déclenchée aide au renflouement des institutions financières formelles. Ce qui permet de résoudre plusieurs problèmes macroéconomiques, en l'occurrence, celui du financement de l'économie.

Dans les économies comme celle de la République Démocratique du Congo qui se confronte d'abord déjà à la difficulté de consommation (dépenses en besoins vitaux) et ensuite, à la difficulté d'épargne, pareille économie affiche ses préférences pour la liquidité. C'est cela même qu'atteste les recherches menées par le PNUD, en 2013, et qui révèlent que, près de 87,7% de la population congolaise vit sous le seuil de pauvreté multidimensionnelle de 1,25 dollars américain par jour⁶³.

⁶¹ AKERLOF, G. A., et SHILLER, R. I., *Les esprits animaux: comment les forces psychologiques mènent la finance et l'économie*, traduction de Jean-Marc Daniel, Paris, éd Pearson Education, 2009, p9.

⁶² AGLIETTA, M., *Macroéconomie Financière*, Paris, éd la Découverte, p.72

⁶³ PNUD cité par BCC, Rapport annuel 2013, p.32

Fort de ce constat alarmant, le gouvernement congolais s'est décidé de s'engager, en partenariat avec l'United Nations Capital Développement Fund (UNCDF), dans l'élaboration d'une feuille de route qui résulte du processus « Making Access to Financial Services Possible », MAP en sigle, qui identifie les principales entraves à l'inclusion financière qui propose des mesures en vue d'y pallier. De ces études, il en est ressorti qu'en sus de la protection des consommateurs des services financiers et de l'éducation financière, ces résultats permettront d'élaborer une stratégie nationale de l'inclusion financière⁶⁴.

En effet, en dépit des résultats des études précitées et de la politique de bancarisation de la paie des fonctionnaires et agents de l'Etat, la RDC accuse encore dans ce domaine un faible taux (5,7% en 2012 et 6% en 2016), qui laisse plus de 40 millions d'adultes en dehors du circuit bancaire. Pourtant, plus de 35 millions d'adultes congolais utilisent la téléphonie mobile. Une opportunité pour booster la bancarisation⁶⁵. Cette faiblesse du taux d'accès aux services bancaires serait due à l'indifférence de la communauté aux institutions financières. Les ménages font montre d'une préférence pour la liquidité, sans tenir compte d'un lien direct qui existe entre les modalités de détention de l'épargne et le financement de l'économie : plus l'épargne est thésaurisée, plus l'économie est en difficulté de financement et par conséquent, le bas niveau de l'activité économique, de l'emploi et de la consommation.

Etant donné qu'en économie, l'épargne joue un rôle vital au même titre que le sang dans l'organisme de l'homme et que, les institutions financières jouent la même fonction que le cœur dans la vie d'une personne. Qu'il nous soit permis à ce stade du raisonnement de revenir en arrière et d'examiner pourquoi il existe une chose telle que « la méfiance aux institutions financières » dans le chef des ménages de fonctionnaires et agents de l'Etat de la ville de Mbandaka. En pareille matière, on peut avantageusement employer la vieille distinction entre l'usage de la monnaie pour la gestion des affaires courantes et son usage comme réserve de richesse.

En ce qui concerne le premier de ces deux usages, il est évident que jusqu'à un certain point (surtout lorsqu'on constitue une épargne pour motif de précaution), il vaut la peine de sacrifier un certain montant d'intérêt en contrepartie des avantages pratiques de la liquidité. Mais, étant donné que le taux de l'intérêt n'est jamais négatif, pourquoi aime-t-on mieux détenir la richesse sous une

forme qui rapporte un intérêt faible ou nul que sous une forme qui rapporte un certain intérêt ?

Au regard de tout ce qui précède, la notion de l'épargne cache des discordes théoriques relatives aux déterminants de l'épargne, aux conséquences sur l'économie globale et même aux différentes façons de mesurer et de conserver l'épargne⁶⁶, alors qu'une économie dans laquelle toutes les transactions se feraient au comptant resterait nécessairement à un niveau de civilisation primitif⁶⁷.

De là, ces quelques questions qui taraudent notre esprit et qui doivent orienter notre enquête sur les ménages des fonctionnaires et agents de l'Etat de la ville de Mbandaka et que nous formulons de la façon suivante :

- Est-ce que les ménages des fonctionnaires et agents de l'Etat de la ville de Mbandaka épargnent une partie de leurs avoirs à la banque ? Existe-t-il des facteurs qui peuvent déterminer l'épargne dans ces ménages ? Si oui, les modalités de détention de l'épargne optées par ces ménages répondent-elles aux exigences rationnelles du financement de l'économie ? Et si non, pourquoi ?

En dépit de leur faible niveau de revenu et qui induit leur pouvoir d'achat, les ménages des fonctionnaires et agents de l'Etat de la ville de Mbandaka arriveraient à épargner une partie de leur revenu et qu'en plus, cette épargne des ménages de fonctionnaires et agents de l'Etat de Mbandaka serait fonction du revenu transitoire, des motifs de l'épargne (surtout celui de précaution), du taux de change, du niveau d'instruction et de la taille du ménage. C'est ainsi que compte tenu de la thésaurisation, de la tontine et, à la limite de l'existence à Mbandaka de Mobile-Money (de M-PESA, de Orange-money et de Airtel-money, ...) qui seraient des lieux de prédilection pour ces ménages de garder leur épargne, la pénurie des fonds prêtables à Mbandaka serait consécutive à la faiblesse de l'accumulation et à celle du drainage de l'épargne dans les institutions financières formelles.

Dans l'examen de cette thématique, nous optons pour une structure en trois points. Les considérations générales sur l'épargne des ménages et sur les institutions financières (I). La présentation du paysage financier de Mbandaka (II) et la présentation et l'interprétation des résultats (III).

I. CONSIDERATIONS GENERALES SUR L'EPARGNE DES MENAGES ET LES INSTITUTIONS FINANCIERES

⁶⁴ <http://microfinance.bcc.cd/making:cmot>

⁶⁵ www.financialafrik.com

⁶⁶ fr.wikipedia.org/wiki/%25c3%2589pargne

⁶⁷ PETIT-DUTAILLIS G., *Le crédit et les banques*, Paris, éd Sirey, 1964, p.54.

A travers ce point, nous nous efforçons à proposer la définition du concept *épargne*, d'en donner la typologie, d'analyser les obstacles qui s'érigent sur le chemin de l'épargne de ménage et celle du syntagme *institutions financières*.

1.1. Définition du concept *épargne*

L'épargne est la partie du revenu qui, pendant une période donnée, n'est pas dépensée. Cette somme d'argent n'est pas détruite immédiatement par une dépense de consommation et peut être conservée sous forme liquide, ou être réinvestie dans le circuit économique sous forme d'un placement ou d'un investissement.⁶⁸ Par ailleurs, dans *l'action française* du 06 juin 1925, Jacques Bainville dit de l'épargne qu'elle « est l'origine du capital comme elle est la justification morale du capitalisme, puisqu'elle représente une privation, un effort et même un sacrifice. Car, celui qui ne consomme pas tout ce qu'il a gagné, pense aux autres au lieu de penser à lui-même. Il n'y a eu de civilisation qu'à partir du jour où des hommes, au lieu de manger tout le gibier de leur chasse et de se gaver, ont fumé ou salé de la viande, ce qui a permis à la tribu de se livrer à d'autres travaux »⁶⁹.

Autant que nous sachions, personne ne conteste que l'épargne soit l'excès du revenu sur la dépense pour la consommation. Les seules hésitations possibles au sujet de la signification du terme épargne sont donc celles qui ont pour origine, soit le sens du mot revenu, soit le sens du mot consommation⁷⁰.

S'agissant du terme *revenu*, il est la part de la production qui revient au sujet économique : individu ou collectivité, comme rémunération de son travail et/ou comme fruit de son capital, c'est-à-dire les grandes catégories de revenu que sont le salaire, l'intérêt, le profit et la rente⁷¹.

En effet, d'après la formule algébrique de Gilbert Koenig, « le revenu des ménages = revenus du travail et de la propriété + prestations sociales et transfert – intérêts – impôts directs – cotisations sociales »⁷².

Quant au concept *dépense* pour la consommation pendant une période quelconque, elle ne peut être que la valeur des biens vendus aux consommateurs pendant cette période, ce qui nous ramène à la question de savoir s'il est légitime de considérer l'achat d'une automobile comme un achat pour la consommation et l'achat d'une maison comme un achat pour investissement.

Maintenant que les termes *revenu* et la *consommation* sont définis, la définition keynésienne de l'épargne doit être entendue comme tout « excès du revenu sur la consommation ». Par rapport aux réalités de l'employé de l'Etat congolais, l'épargne semble être une utopie étant donné que ce ménage est caractérisé par un faible revenu qui ne permet pas à l'agent de nouer les deux bouts du mois alors qu'il arrive à créer des petites épargnes !

Il s'agit là, de l'épargne du pauvre si nous considérons dire de l'épargne qu'elle n'est rien plus que la conséquence de la démarche psychologique de ménage entre consommer aujourd'hui et consommer demain. Ainsi donc, elle est la part de son revenu qui n'est pas destinée à la consommation immédiate pour plusieurs motifs, notamment, pour des motifs de précaution, de vouloir faire une démonstration de son statut social, d'accumulation des richesses monétaires, de préparation de la retraite, ou encore, c'est parce que le revenu est, rarement, supérieur à la consommation.

1.1.1. Types d'épargnes de ménage

Il existe plusieurs types d'épargne de ménage, mais pour de raison de concision, pour cette étude, nous nous limitons à l'analyse de deux principaux types, à savoir : l'épargne réelle et l'épargne monétaire.

1.1.1.1. Epargne réelle

Les agents économiques détiennent des actifs réels pour se prémunir contre les aléas du futur. Les actifs détenus par le ménage sont entre autre les stocks des marchandises comme les céréales, les matériaux de construction ou des cheptels, qui sont acquis comme richesse et souvent achetés ou vendus afin de préserver les habitudes de consommation. Dans la ville de Mbandaka, cette pratique est courante. Les employés de l'Etat congolais achètent pour leurs ménages des biens immeubles (maison, terrain, ...) et surtout les biens meubles (chaises en plastique, télévision, les assiettes, les panneaux et batteries, la moto, congélateur, bijoux,...) avec intention de les revendre quand les aléas de la vie se présentent, car, ils connaissent que le crédit bancaire est généralement difficile à obtenir.

1.1.1.2. Epargne monétaire

L'épargne monétaire (liquide) est une épargne la plus complexe dans un système financier. Elle est au centre de toute mutation de celui-ci du fait de son caractère très risqué.

⁶⁸ A lire sur www.google.com

⁶⁹ Lire à ce sujet, BAINVILLE, J., cité par MAYANGA, P., Problématique d'accès aux services bancaires. Cas de la population de Mbandaka, mémoire, FASEG/UNIMBA, 2014-2015, p.13.

⁷⁰ KEYNES, J. M., *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, traduction de Jean de Largentaye, Paris, Boulevard Saint Germain, 75006, p.81.

⁷¹ BICHOT, J., et al., *Lexique économique*, Paris, 10^e éd 2008 Dalloz, p.676.

⁷² KOENING, G., *Analyse monétaire et financière*, Paris, Economica, 2000, p.11.

Actuellement, elle peut être détenue sous plusieurs formes, cela en fonction du comportement des ménages face aux services offerts par le système financier tant formel qu'informel, mais aussi, elle suit la versatilité de la monnaie et s'adapte facilement aux opportunités lui offertes par la technologie. L'épargne liquide peut être thésaurisée, elle peut être gardée dans des comptes des établissements formels de crédit et/ ou d'épargne (banques, caisses d'épargne, les institutions financières spécialisées, des sociétés financières « entreprises de télécommunication » et les coopératives d'épargne et de crédits). Mais aussi, elle est gardée dans un système informel de crédits notamment tontine et gardes-fonds.

De tous ces endroits à garder l'épargne monétaire, c'est la thésaurisation qu'il faut combattre, car elle revêt un caractère stérile par rapport aux autres lieux de conservation de l'épargne par le ménage et ne participe pas au financement de l'économie. C'est ainsi que dans son sens commun, la thésaurisation désigne une accumulation d'actifs accompagnée de leur retrait des circuits de l'économie qui l'ont engendré. De manière spécifique, elle décrit une accumulation de la monnaie hors du système financier.

1.1.2. Les obstacles liés à l'épargne de ménage

Plusieurs facteurs contraignent le niveau de l'épargne de ménage de l'employé de l'Etat congolais dans la ville de Mbandaka, dont les principaux sont : le niveau de revenu, la croissance démographique, la variation à la hausse du taux des changes et la sous-estimation des aléas de la vie par le ménage.

1.1.2.1. Le faible revenu comme obstacle à l'épargne

En RDC, la faiblesse du revenu de ménage constitue un goulot d'étranglement à l'épargne, car le budget mensuel des agents en dépenses de consommation étant déficitaire suite à la précarité de salaire qui leur est versé par l'Etat congolais. De ce fait, les employés de l'Etat financent ce déficit en désépargnant (en s'endettant et/ou en vendant une partie de leur patrimoine) de suite de leur inaccessibilité leur inaccessibilité au crédit bancaire en dépit de la bancarisation de la paie des agents. De là, le recours aux emprunts informels, en l'occurrence au Banque Lambert qui est désigné à Mbandaka par le terme local de « Ikotama » freine leur possibilité d'épargner⁷³.

1.1.2.2. La démographie comme obstacle à l'épargne

La démographie exerce une influence négative sur l'épargne de ménage congolais en général. L'accumulation patrimoniale s'inscrit dans le cycle de vie. Puisque le crédit ne leur est pas rationné, les jeunes adultes congolais (étudiants, gradués, licenciés, ...) dépensent plus qu'ils ne gagnent. Plus grave encore, ils mettent sitôt au monde sans être, avant tout, embauché. Le coût de l'entretien et de l'éducation de leurs enfants est imputé aux parents employés et rémunérés précairement par l'Etat congolais. A cet effet, du fait de la coexistence de plusieurs générations au sein de l'économie congolaise, les adultes d'âge mûr en activité (40 à 60 ans ou plus) viennent en aide à ces semi-ménages en détachement créés par leurs enfants encore sur le banc de l'école et par-dessus tout chômeurs. Les dépenses en besoins vitaux de ceux-ci et de leurs enfants, par manque d'emploi, reviennent à leurs parents : les vieux fonctionnaires et agents de l'Etat. Ce qui constitue un obstacle pour ces derniers de se constituer une richesse financière et immobilière en vue de préparer leur retraite. C'est ainsi qu'à cet âge de la retraite, les agents séniles sont d'office, condamnés, à une mort certaine.

En RDC, le taux de population jeune (-15 ans) est supérieur ou égal à 40% de la population totale. Cette tranche d'âge coûte cher en investissement sociodémographique, alors que la population active s'avère faible et mal rémunérée. Par conséquent, on relève, dans ce cas, l'absence de l'épargne et la pénurie des ressources financières pour financer les investissements.

1.1.2.3. La variation à la hausse du taux de change

La précarité de l'appareil économique congolais expose sa population à toutes les exigences du marché de change. Puisque l'économie est rentière et extravertie, le taux de change devient un facteur de référence avant toute fixation de prix. La quantité de francs congolais qu'il faut sacrifier pour obtenir un dollar américain afin de pouvoir importer (prix d'achat de dollar) prédit ce que le ménage doit consommer et ce qu'il doit épargner. Car, le prix des biens et services est fonction croissant du taux de change. A cet effet, le taux de change élevé, surtout lorsqu'il s'observe la viscosité de salaire de l'employé de l'Etat, diminue la consommation de ménage (pouvoir d'achat) et décourage l'épargne.

1.1.2.4. La sous-estimation des aléas de la vie par le ménage

Il est clair que le ménage de Mbandaka n'a pas un revenu consistant, mais, s'il arrive à épargner, c'est pour des

⁷³ Un type de crédit informel au taux d'intérêt usurier qui place l'emprunteur dans une situation financière comparable à un labyrinthe, soit dans un cycle infernal le condamnant dans le sous-développement.

raisons de précaution. En effet, plus le ménage estime un risque de la vie (maladie dangereuse ou intervention chirurgicale, perte d'emploi, accident, vol, incendie, la mort, ...), plus il a tendance à épargner. Par contre, moins il estime ce qui peut lui arriver demain comme problème de la vie, moins il aura un penchant à épargner.

1.1.3. Les institutions financières

En économie, une institution financière est une institution publique ou privée, qui assure une mission économique ou financière et qui fournit des services financiers à ses clients.⁷⁴ Ainsi, les institutions financières privées (appelées établissements financiers) sont en général tributaires d'une réglementation financière édictée par les autorités financières.

De façon générale, on distingue deux catégories d'institutions financières, celles qui disposent d'une capacité de création monétaire : les institutions financières monétaires, IFM en sigle et celles qui n'en disposent pas : les institutions financières non monétaires, IFNM en sigle⁷⁵.

II. PRESENTATION DU PAYSAGE FINANCIER DE MBANDAKA

L'analyse du paysage financier de la ville de Mbandaka nous permet dans ce cadre, d'examiner l'environnement financier dans lequel se trouve le ménage concerné avant d'analyser son comportement en matière de l'épargne face aux institutions financières.

Tableau 1. Présentation du paysage financier de Mbandaka

N°	Types d'institutions financières	Nbre	Dénomination
01	BANQUES CENTRALE	01	BCC
02	Banques commerciales	04	-FBN-Bank ; - BIAC ; - TMB ; - Raw-Bank
03	Les institutions de micro-crédit formelles	0	-
04	Les institutions de micro-crédits informelles		- Maranata ;
05	Les caisses d'épargne	01	CADECO
06	Les caisses de sécurité sociale	01	CNSS
07	Les sociétés d'assurances	01	SONAS
08	Les sociétés financières	03	- VODACOM avec son M-pesa ; - Orange avec son Orange-money ;

⁷⁴ fr.wikipedia.org/wiki/institution

			- Airtel avec son Airtel-money
09	Les agences de transfert		- GADI-cash ; - SOFICOM ; - SOLIDAIRE ;
10	Les instruments financiers informels	plusieurs	- Tontines ; - Gardes-fonds

Source : Une enquête menée par nous-même au départ des données récoltées.

Cette source est la même pour les autres tableaux de cette étude

Il ressort de ce tableau que le paysage financier de Mbandaka est caractérisé par un dualisme fait des structures financières formelles et des structures informelles. Cette réalité contribue à la réduction de flux d'épargnes vers le circuit formel.

III. PRESENTATION ET INTERPRETATION DES RESULTATS

Ce point ultime de notre étude se propose de présenter la population, l'échantillon et l'organisation de l'enquête, de livrer les données collectées, d'analyser les résultats auxquels cette enquête a conduit.

Mais, avant tout, quelle sera l'approche à utiliser dans ce cadre ? La tentation dans ce domaine, consiste à accumuler des faits et à essayer d'en tirer des enseignements. Or, les faits ne parlent pas par eux-mêmes. Cela est particulièrement vrai dans le domaine du comportement de ménage en matière de l'épargne. Il est, dans ce contexte, difficile d'isoler le rôle du revenu, celui du taux de changes, de la précaution et des variables sociodémographiques (sexe, âge, état matrimonial, nombre de personnes prises en charge ...) dans la détermination de l'épargne de ménage, mais aussi de la confiance, de la réminiscence des événements financiers malheureux subis, de la qualité des services financiers, du taux d'intérêt et des frais financiers dans l'explication du choix, par le ménage, du lieu de conservation de son argent. Les deux méthodes valables : descriptive et analytique pour les deux premiers points de cette étude sont venues en appui à la méthode inductive spécifique au dernier point et aux techniques documentaire et d'enquête, de manière à pouvoir généraliser les résultats.

3.1. De la population, de l'échantillon et de l'organisation de l'enquête

3.1.1. De la population d'enquête

Cette enquête a ciblé la population de deux sexes (masculin et féminin). Cette population dont l'âge varie entre 18-71 ans et qui est plus composée des célibataires, des

⁷⁵ Désiré IKANGA-A-MPONGA BAKAND'OLINGA, notes de cours d'économie financière, L1 G.FIN/FASEG, UNIMBA, 2015-2016, inédit.

mariés et, dans une moindre proportion, des divorcés dont le niveau d'instruction est fait de sans instruction, de ceux du niveau primaire, secondaire, supérieur et universitaire et qui est employée par l'Etat congolais.

3.1.2. De l'échantillon

Dans une étude qui porte sur une réalité économique-financière dans une ville aussi vaste, peuplée et complexe comme l'est la ville de Mbandaka, il est difficile d'étudier tout l'univers. Aussi, sommes-nous amené à prélever un échantillon. Celui-ci a été constitué sur base de la technique de sondage aléatoire simple. Cela étant, notre enquête a atteint 150 individus (126 hommes et 24 femmes).

3.1.3. De l'organisation de l'enquête

3.1.3.1. Elaboration du questionnaire

Ainsi qu'on le constatera, notre questionnaire comporte tout aussi bien des questions d'identification que des questions d'opinion en rapport avec l'objet de la recherche. Au sujet des questions d'opinion, certaines questions concernent les déterminants de l'épargne de ménage et d'autres visent à déterminer sa motivation quant au choix du lieu de conservation de cette épargne.

3.1.3.2. Administration du questionnaire

Pour administrer le questionnaire, nous avons opté pour la méthode d'administration indirecte. En d'autres termes, le questionnaire a été rempli par nous-même sur base des réponses ou des informations fournies par nos enquêtés. Cela dans le souci de faire l'économie du temps. Notre enquête a été conduite principalement en français parce que notre recherche a ciblé une population qui est sensée avoir étudié : les fonctionnaires et agents de l'Etat. On notera, à cet effet, que lorsque le besoin se faisait sentir, nous recourrions au lingala⁷⁶, au regard du niveau de maîtrise du français par l'enquêté.

3.2. Présentation des résultats

Par rapport à ce point, nous allons procéder au dépouillement descriptif des données recueillies sur terrain en y étalant un petit commentaire après chaque tableau.

- Identification des enquêtés

Tableau 2. Constitution de l'échantillon

Secteurs de service	Effectif	%
E.P.S.P	60	40
E.S.U	37	25
Santé	15	10

Régie Fin& B.C.C	03	2
Mairie& Communes	09	6
Entreprises Publiques	05	3
Sécurité (Police& Armée)	06	4
Autres services de l'Etat	15	10
TOTAL	150	100

Source : Enquête de terrain par nous-mêmes, mai 2017.

Rappelons que dans cette étude, nous allons recourir à l'équivalence en dollar des montants en franc congolais telle qu'elle était obtenue au taux de change de l'année de l'enquête 2007 où 1 dollar américain équivalait à 1700 francs congolais. De ce point de vue, le quota pour chaque secteur de services publics s'est effectué au prorata de ses effectifs, ce qui donne ces pourcentages, et le choix des unités s'est effectué de manière hasardée chaque secteur, car il était pour nous nécessaire de regrouper les enquêtés selon leur groupe d'âge, afin de dégager l'âge moyen des agents et fonctionnaires de l'Etat de la ville de Mbandaka, comme nous l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 3. Répartition de l'échantillon par groupe d'âge

Tranches d'âge	x_c	n_i	$x_c n_i$	$n_i(\bar{x}_c - x)^2$
18 – 25	21,5	02	43	53,26
25 – 32	28,5	21	598,5	8 092,08
32 – 39	35,5	12	426	1 914,21
39 – 46	42,5	27	1 147,5	855,82
46 – 53	49,5	34	1 683	63,82
53 – 70	61,5	54	3 321	9 652,87
TOTAL		150	7 219	20 632,87

Où

x_c = Centre de classe ;

n_i = effectifs de classe ;

\bar{x} = moyenne arithmétique

N = effectif total

$$\text{Age moyen : } X = \sum \frac{n_i X_c}{N} = \frac{7219}{150} = 48,13 \text{ ans.}$$

Ecart-type : $\sqrt{\sigma^2} = \frac{n(X_c - X)^2}{N-1} = \frac{\sqrt{20\ 632,87}}{150-1} = 138$. Ce qui atteste de la forte variabilité d'âges autour de la moyenne ci-haut.

- Questions d'opinion sur le revenu et la consommation

⁷⁶ L'une des quatre langues nationales de la RDC

Comme d'aucuns le savent, il est difficile d'analyser les décisions d'épargne d'un ménage sans se faire une idée sur son revenu et sur ce qu'il dépense.

Tableau 4. Répartition de l'échantillon par tranche salariale mensuelle

Tranches de salaire (CDF)	x_c	n_i	%	$n_i x_c$
80.000-100.000	90.000	49	32,67	4.410.000
100.000-120.000	110.000	61	40,67	6.710.000
120.000-140.000	130.000	27	18,00	3.510.000
140.000-160.000	150.000	08	5,33	1.200.000
160.000-180.000	170.000	04	2,66	680.000
180.000-200.000	190.000	01	0,67	190.000
TOTAL		150	100,00	16.510.000

Salaire moyen = $\sum \frac{n_i x_c}{N} = \frac{16.510.000}{150} = 110.066,66$ cdf par mois soit 66,71 usd.

Il se dégage de ce tableau, une moyenne de salaire mensuel de 110.066,66 cdf (66,71 usd) crédités au compte bancaire de l'employé de l'Etat de Mbandaka. La fréquence la plus élevée est celle des employés de l'Etat qui touchent entre 100.000-120.000 cdf (60,61-72,73 usd) chaque mois.

En considérant le salaire moyen dégagé (primes, activités informelles et corruption restantes égales par ailleurs), on peut déjà se faire une idée sur la consommation journalière de cette population = $\frac{\text{salaire mensuel moyen}}{30 \text{ jours du mois}} = \frac{110.066,66}{30} = 3.668,88$ cdf soit 2,2 usd de dépenses de consommation ménagère.

Tableau 5. Répartition des enquêtés par tranche de dépenses journalières sur l'alimentation.

Dépenses cuisinières (CDF)	Effectifs	%
1.000-3.000	31	21
3.100-5.000	77	51
5.100-7.000	28	19
7.100-10.000	11	7
10.000 au plus	3	2
TOTAL	150	100

En considérant les données reprises dans ce tableau, la tendance majoritaire est représentée par 77 ménages de l'employé de l'Etat, soit 51% d'enquêtés qui allouent entre 3.100-5.000 cdf (1,8-3,1 usd) aux dépenses d'alimentation ; suivi de ceux qui dépensent entre 1.000-3.000 cdf (0,6-1,8 usd) soit 21% des sujets, pour de la nourriture. Certes, ces deux fréquences avoisinent les dépenses cuisinières journalières de 3.668,88 cdf (2,2 usd) dégagées par le salaire mensuel moyen de notre échantillon.

Tableau 6. Répartition de l'échantillon par estimation du revenu total mensuel par le chef de ménage

Revenu total mensuel estimé	Effectif	%
80.000-100.000	-	-
101.000-150.000	28	19
151.000-200.000	54	36
201.000-350.000	42	28
351.000-500.000	21	14
501.00 ou plus	05	3
Total	150	100

En tenant compte des données de ce tableau, il est évident que le lecteur se fasse, de lui-même, une idée claire du volume total du revenu mensuel du ménage qui comprend, certainement, le salaire + le revenu de propriété + prestations sociales et transferts reçus – intérêts versés – impôts directs – cotisations sociales. Ce qui ne nous empêche pas de constater que c'est la tranche de revenu total mensuel estimé entre 151-200 milles cdf (91,5-121,2 usd) soit 36 % d'enquêtés détiennent chaque mois ce privilège. Ils sont suivis par 42 ménages, soit 28 % d'enquêtés qui accumulent entre 201 à 350 milles (121,8-212,2 usd) chaque mois.

- Questions d'opinion sur l'épargne

Tableau 7. Répartition des sujets selon qu'ils sont épargnants ou non épargnants.

Opinions	Effectifs	%
Oui	78	52
Non	72	48
Total	150	100

Il se dégage des données du tableau 7 que 52% des enquêtés appartiennent à la catégorie d'épargnants contre 48 % qui ne le sont pas. A cet effet, quelles sont les motivations à la base de ce genre d'épargne et quel est son volume ? Les réponses à ces préoccupations se trouvent dans les tableaux successifs ci-dessous :

Tableau 8. Répartition des enquêtés selon qu'ils sont épargnants

Motifs d'épargne	Effectif	%
Parce que mon revenu est supérieur à la consommation	-	-
Pour parvenir aux aléas de la vie	57	73
Pour accumuler du capital en vue de s'acheter les biens durables	21	27
Pour préparer ma retraite	-	-
Pour profiter du taux d'intérêt	-	-
Total	78	100

A la vue des données de ce tableau, on constate que nous avons aligné cinq occurrences qui poussent un ménage

à épargner. De tous ceux-ci, 57 enquêtés sur un total de 78 qui épargnent, soit 73% ont porté leur dévolu sur la prévention des aléas de la vie, c'est-à-dire qu'ils se projettent dans le futur compte tenu des difficultés liées à l'accès facile au crédit bancaire. Cette affirmation est aussi celle qui est soutenue par 21 enquêtés, soit par 27% des épargnants qui trouvent que cela leur permet d'accumuler un capital dans le but d'arriver à s'acheter un bien de valeur au regard de leur revenu total mensuel après la consommation.

Tableau 9. Répartition des enquêtés selon le volume actuel d'épargne détenue

Volume d'épargne détenue (CDF)	Effectifs	%
1.000-10.000	24	31
10.050-20.000	27	35
20.050-30.000	11	14
30.050-40.000	8	10
40.050-50.000	6	8
50.050-100.000	-	-
100.000 ou plus	2	3
TOTAL	78	100

Au regard des données contenues dans ce tableau, il se dégage des informations qu'ils contiennent que l'épargne constituée par nos enquêtés est relativement faible. Les deux tranches d'épargne les plus observées sont respectivement 10.050-20.000 CDF (6,1-12,1 USD) et 1.000-10.000 CDF (0,6-6,1 USD), soit 35% et 31% d'enquêtés. Il s'agit d'une épargne de consommation en lieu et place de l'épargne d'investissement.

- Questions d'opinion sur les lieux de conservation de l'épargne et les motifs de leur préférence par le ménage.

Tableau 10 : Répartition des enquêtés selon leurs lieux d'épargne

Lieux	Ceux qui épargnent		Ceux qui n'épargnent pas		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Maison	38	48,72	28	38,89	66	44
Tontine	3	3,85	4	5,56	7	5
Gardes-fonds	-	-	3	4,17	3	2
CADECO	-	-	-	-	-	-
Banques	2	2,56	16	22,2	18	12
Mobile-money	33	42,31	21	29,16	54	36
IMF	2	2,56	-	-	2	1
Coopératives d'épargne	-	-	-	-	-	-
TOTAL	78	100	72	100	150	100

Ce tableau donne un aperçu du niveau de thésaurisation et montre la place de choix qu'occupent des instruments

financiers stériles dans le choix et dans la détermination des lieux d'épargne des enquêtés. Les fréquences les plus élevées sont celles des enquêtés qui gardent leur argent à la maison et en mobile-money (M-pesa, Orange-money et Airtel-money) respectivement 44 % et 36 % .

Tableau 11 : Répartition de l'échantillon par des raisons de préférence du lieu de conservation de l'épargne

Raisons du choix de l'endroit du dépôt d'épargne	Effectifs	%
On nous propose un taux d'intérêt élevé	-	-
Pas de frais de gestion du compte épargne	3	2
On nous offre des services financiers faciles, rapides, de proximité, retrait facile (même la nuit), le seuil de dépôt bas et permet des transactions	39	33
Je n'ai pas confiance aux institutions financières et je fuis les frais de gestion de compte et la queue en cas de besoin pour retirer l'argent	69	42
Je touche mon salaire là-bas	23	15
Il me fallait déposer de l'argent pour obtenir un crédit	12	8
TOTAL	150	100

Ce tableau renseigne que 69 enquêtés, soit 42% d'entre eux ne font pas confiance aux institutions bancaires à cause des frais d'entretien de compte qui sont exorbitants et à cause, entre autres de la longue attente avant d'accéder à son argent et qui traduit beaucoup de temps perdu pour rien contre 89 enquêtés, soit 33% de ceux qui apprécient qui trouvent dans ces institutions une facilité de retrait de nuit comme de jour et surtout à cause de leur proximité et des transactions aisées qu'elles offrent à leurs clients

3.3. Analyse des résultats

Pour appréhender le comportement des ménages en matière de l'épargne face aux institutions financières, notre analyse à ce fait, a recouru aux tableaux à double entrées ou tableaux croisés comme vous pouvez l'observer ci-dessous :

3.3.1. Pour l'épargne

Tableau 12 : Explication de l'épargne par le sexe

Sexe Décisions d'épargne	Masculin	Féminin	Total
Oui	69	9	78
Non	57	15	72
TOTAL	126	24	150

En considération de l'information contenues dans ce tableau, il y a lieu d'affirmer que les hommes ont une forte propension à l'épargne que les femmes, car 69 hommes sur un total de 126 enquêtés épargnent contre 57 qui n'épargnent pas. Par contre, 15 femmes sur un total de 24 enquêtées n'épargnent pas contre 9 qui recourent à l'épargne

dans les institutions financières. Un tel comportement peut largement s'expliquer par la multiplicité des besoins qui accable les femmes.

Tableaux 13. Explication de l'épargne par état matrimonial

Position décisions d'épargne	Position				Total
	célibataire	Marié	Divorcé	Veuf /v	
Oui	6	63	2	7	78
Non	3	52	6	11	72
Totale	9	115	8	18	150

Comme constat, l'état matrimonial influe sur la décision d'épargne dans les ménages. Dans le cas échéant, les mariés et les célibataires prennent des bonnes décisions en matière d'épargne que les divorcés et les veufs /ves.

Tableau 15. Explication de l'épargne par exercice ou pas d'activités secondaires

Position Décisions d'épargne	Position		Total
	J'exerce	Je n'exerce pas	
Oui	65	13	78
Non	28	44	72
Total	93	57	150

Le tableau ci-avant atteste que l'employé congolais habitant Mbandaka et qui exerce des activités secondaires outre que sa profession, a une propension à épargner plus élevée que celui qui n'en exerce pas. Ce qui signifie que, l'épargne de ces ménages ne dépend pas seulement des maigres salaires leur versés par l'Etat congolais mais qu'elle est fonction des activités informelles que ces agents exercent.

Tableau 16. Justification de l'épargne selon qu'on est locataire ou non locataire

Maison habité Décision d'épargne	Maison		total
	Propriétaire	Locataire	
Oui	46	32	78
Non	17	55	72
Total	63	87	150

Au regard de ces statistiques, il se dégage que les propriétaires des maisons ont une grande propension à l'épargne de loin mieux que chez les locataires, soit sur 63 propriétaires de maisons enquêtés, 46 sont ceux qui épargnent contre 17 qui ne parviennent pas à épargner. Par contre, pour un total de 87 locataires, 55 sont ceux qui n'épargnent pas contre 32 qui épargnent.

Tableau 17. Revenu total de ménage et décision d'épargner

Décision d'épargne Revenu total	Décision		Total
	Oui	Non	
80.000 – 100.000 _A	-	-	-
101.000 – 150.000 _B	7	21	28
151.000 – 200.000 _C	25	29	54
201.000 – 350.000 _D	23	19	42
351.000 – 500.000 _E	18	3	21
500.000 ou plus _F	5	-	5
Total	78	72	150

De ce tableau, nous pouvons donc conclure que, le niveau de revenu du ménage de l'employé de l'Etat influe sur son comportement à l'épargne, c'est-à-dire plus son revenu augmente, plus augmente cette propension à épargner.

Tableau 18. Taille de ménage comme déterminant par l'épargne

Taille du ménage	Décision d'épargne		total
	Oui	Non	
1-3 personnes	18	5	23
4-6 personnes	34	34	44
7-9 personnes	24	28	52
10 ou plus de personnes	2	29	31
Total	78	72	150

A la lumière du présent tableau, nous pouvons affirmer que la taille de ménage comme le nombre de bouches à nourrir dans un ménage, détermine la décision d'épargner du ménage de l'employé de l'Etat congolais vivant à Mbandaka. Autrement dit, plus la taille du ménage est élevée, de moins en moins celui-ci épargne.

Tableau 19. Niveau d'instruction du chef de ménage dans la décision d'épargne

Niveau d'instruction	Décision d'épargne		total
	Oui	Non	
Sans instruction	-	-	-
Primaire	-	12	12
Secondaire	5	21	26
Humanité	11	19	30
Gradué	38	15	53
Licence	24	5	29
Total	78	72	150

Ainsi qu'on le voit, le niveau d'instruction du Chef de ménage influe considérablement sur la décision d'épargner. Ce comportement est dû à l'aptitude qui caractérise un intellectuel à s'adapter aux situations compliquées de la vie. Il a été démontré par nos enquêtés (tableau n°8) que, la précaution est le motif par excellence qui les pousse à épargner. En effet, pour quelqu'un qui a un niveau d'instruction élevé, en dépit du faible revenu que l'Etat lui alloue et quelle que soit la taille de son ménage, celui-ci peut

s'organiser en déterminant une partie de son revenu qu'il doit conserver pour juguler les différents aléas de la vie.

3.3.2. Sur le lieu de l'épargne

Tableau 20. Du choix du lieu de l'épargne selon les différentes institutions bancaires

NIVEAU D'INSTRUCTION							
Lieu	Sans instruction	primaire	Secondaire	D6	G3	L2	totale
Maison	-	2	23	26	10	7	68
Tontine	-	-	1	2	4	-	7
Gardes-fond	-	-	1	-	-	-	1
CADECO	-	-	-	-	-	-	0
Banques	-	-	-	3	9	6	18
Mobile money	-	-	1	9	28	16	54
IMF	-	-	-	-	2	-	2
Coop. d'épargne	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	2	26	40	53	29	150

Les ménages dont les chefs ont des niveaux d'instruction primaire et secondaire préfèrent thésauriser leur épargne à Mobil-money (M-pesa, Orange-money). Un petit nombre de nos enquêtés seulement font confiance aux banques.

Tableau 20. Raisons de leur préférence pour un lieu d'épargne

Lieux	Maison	Tontine	Garde-fonds	Banques	Mobile-money	IMF	Total
Raisons							
Je n'ai plus confiance aux institutions financières	66	3	-	-	-	-	69
Taux d'intérêt élevé	-	-	-	-	-	-	-
Pas de frais de gestion de l'argent	-	-	3	-	-	-	3
On nous offre un service financier facile, rapide, de proximité, retrait facile, seuil de dépôt moindre	-	-	-	-	54	-	54
Je touche mon salaire là-bas	-	-	-	16	-	-	16
Pour obtenir le crédit	-	4	-	2	-	2	8
Total	66	7	3	18	54	2	150

Il est constaté dans ce tableau que nos enquêtés font montre d'une préférence pour la thésaurisation. Cela pour des raisons notamment de la méfiance aux institutions financières. Certains préfèrent M-pesa et Orange-money pour des raisons contenues dans ce tableau.

Tableau 22. Du volume d'épargne comme déterminant dans le choix du lieu

Lieux	Maison	Tontine	Banques	Mobile-money	IMF	Total
Volume épargne						
1.000-10.000	19	2	-	3	-	24
10.050-20.000	16	-	-	11	-	27
20.050-30.000	2	-	-	9	-	11
30.050-40.000	-	1	-	7	-	8
40.050-50.000	1	-	-	3	2	6
50.050-100.000	-	-	-	-	-	-
100.000 ou plus	-	-	2	-	-	2
Total	38	3	2	33	2	78

Il existe une relation fondée entre le volume de l'épargne et le choix du lieu de sa conservation. En effet, plus le volume d'épargne est petit, plus le ménage thésaurise son argent ou encore garde celle-ci en Mobile-money (M-pesa, Orange-money...).

Conclusion

Au terme de cette étude, on retient que le comportement de ménage en matière d'épargne est un processus bi-décisionnel basé sur son revenu. L'individu décide d'abord sur la partie de son revenu qu'il consomme immédiatement et celle qu'il consacre à l'épargne pour enfin opérer son choix sur le lieu où doit aller épargner. Un ménage consciencieux est celui qui reconnaît le rôle mais surtout l'importance d'une banque et qui accepte de faire cet auxiliaire de ménage sa première caissière. N'est-ce pas la personne qui épargne son argent dans un système bancaire, ne pense aussi bien qu'à lui-même et à la nation ?

Cette étude a consisté à l'analyse du comportement des employés de l'Etat de Mbandaka en matière d'épargne face aux institutions financières, notamment face aux banques. Les données recueillies nous ont permis de répondre aux interrogations de départ de façon vérifiée que ce sont l'épargne de précaution et celle de préférence pour la thésaurisation qui caractérisent le comportement de ces employés en matière d'épargne. De ce fait, la présente étude a montré que, outre la confiance qui est le socle même de la relation entre les banques et les ménages, qu'en plus, le taux d'intérêt est un coût d'opportunité pour les ménages parce qu'il s'agit d'un prix que les banques proposent au ménage pour se débarrasser de son argent liquide alors que la dextérité des banques au cours des opérations de dépôt et de retrait restent les deux facteurs clés de succès pour toute banque qui vise le renflouement de ses caisses grâce aux

dépôts opérés par les populations à faible revenu. En sus, nous savons pourquoi les ménages épargnent et pourquoi ils se décident du choix de leur lieu d'épargne à cause surtout des raisons de la facilité et de la rapidité dans les opérations de dépôt et du retrait des montants épargnés en cas de besoin.